



## ETUDES D'INDUSTRIALISATION DES CHARPENTES MECANO-SOUDEES DU PROJET RJH (PROJET DEX)

PROJET de MARCHE N°B21-01433-MDO

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives**, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Madame Claire FEVRE**, agissant en qualité de Chef du Département Conception et Etudes Techniques (DCET) de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'œuvre Projet (DIMP),  
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXXX, dont le siège social est situé XXXX.

représentée par **XXXXXX**, agissant en qualité de XXXXXX,  
ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives  
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122  
13108 Saint Paul Lez Durance cedex  
Tél. : 04.42.25.49.77 ou 20.76 - Fax : 04.42.25.23.77  
R.C.S. Etablissement public à caractère industriel et commercial  
PARIS B 775 685 019

**Département de Support  
Technique et Gestion  
Service des Marchés et Achats**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>3</b>
3.1 OBLIGATION DE RESULTAT	3
3.2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
3.2.1 Prestations forfaitaires de base	4
3.2.2 Prestations forfaitaires optionnelles	4
3.3 LIVRABLES DOCUMENTAIRES	4
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION</b>	<b>4</b>
4.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
4.2 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	4
4.3 CONFIDENTIALITE	5
4.4 CONFLIT D'INTERET	5
4.5 LIEU D'EXECUTION	5
4.6 TRAÇABILITE	5
4.7 RESPONSABILITES	5
4.8 SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS	5
4.9 CORRESPONDANTS TECHNIQUES	6
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES</b>	<b>6</b>
5.1 PART FERME	6
5.2 PART OPTIONNELLE	6
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION</b>	<b>7</b>
6.1 ECHEANCIER DE FACTURATION	7
6.1.1 Prestations forfaitaires de base	7
6.1.2 Prestations forfaitaires optionnelles	7
6.2 MODALITES DE FACTURATION	7
6.3 REGIME FISCAL	7
<b>ARTICLE 7 - DUREE / RECEPTION</b>	<b>7</b>
7.1 DUREE DE LA PRESTATION DE BASE	7
7.2 DUREE DES PRESTATIONS OPTIONNELLES	7
7.3 RECEPTION	8
7.3.1 MODALITES DE RECEPTION	8
7.3.2 RECEPTIONS	8
<b>ARTICLE 8 - PENALITES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 - CONTINUITE DES PRESTATIONS EN CAS DE PANDEMIE</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE 2 - CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 3 - BAREME CEA DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT</b>	<b>16</b>

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	B21-01433-MDO	XXX	2/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**Affaire suivie contractuellement par :**  
DES/DIMP/DCET/SMC  
Nom : Valérie HENRY  
Tél : 04 42 25 25 61  
Email : valerie.henry@cea.fr

**Affaire suivie commercialement par :**  
Service des Marchés et Achats  
Nom : Mathieu DOCTEUR  
Email : mathieu.docteur@cea.fr  
Tél : 04.42.25.24.38  
Secrétariat : 04.42.25.49.77

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, une prestation d'Etudes d'industrialisation des charpentes mécano-soudées du projet RJH (projet DEX).

La prestation est réalisée pour le compte du Projet Réacteur Jules Horowitz du CEA/Cadarache, qui assure la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage du Projet RJH.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

La présente consultation est régie, par ordre de priorité décroissante, par les documents ci-après :

- les prescriptions de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation et ses annexes,
- le dossier de consultation référencé B21-01433-MDO incluant notamment le cahier des charges référencé 840-MECAN-CDC-21 009-DO-A en date du 01/04/2021,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont :
  - o le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
  - o le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de février 2013),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 Obligation de résultat**

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans le cahier des charges.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	B21-01433-MDO	XXX	3/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## 3.2 Description des prestations

### 3.2.1 Prestations forfaitaires de base

- Phase 1 : Prise de connaissances des données d'entrées (Plans guides, maquette 3D, Note de pré dimensionnement, normes applicables),
- Phase 2 : Poste 1 (Armoire n°4 et Caniveau n°1) : Vérification la faisabilité des études de réalisation du CEA et optimisation si nécessaire (Approvisionnement, usinage, soudage, contrôles...) pour les équipements du poste 1.
- Phase 2 : Poste 2 (Armoire n°1) : Vérification la faisabilité des études de réalisation du CEA et optimisation si nécessaire (Approvisionnement, usinage, soudage, contrôles...) pour les équipements du poste 2.
- Phase 2 : Poste 3 (Armoire niveau -2): Vérification la faisabilité des études de réalisation du CEA et optimisation si nécessaire (Approvisionnement, usinage, soudage, contrôles...) pour les équipements du poste 3.

### 3.2.2 Prestations forfaitaires optionnelles

Une prestation forfaitaire optionnelle est prévue et listée ci-dessous :

- Phase 2 : Poste 4 : Rédaction d'un chiffrage sur la base des 3 notes établies pour les postes 1 à 3.

Le poste 4 sera déclenché par lettre recommandée avec accusé de réception à l'initiative du CEA au plus tard 15 jours avant le début des prestations. Cette prestation peut être réalisée en parallèle de la part ferme.

## 3.3 Livrables documentaires

La liste des livrables est détaillée dans le Cahier des Charges 840-MECAN-CDC-21 009-DO-A.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION**

### 4.1 Conditions générales d'exécution

Les prestations seront en tous points conformes aux documents applicables (article 2 supra) et seront réalisées conformément aux prescriptions des textes et des normes en vigueur.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, le Titulaire doit relever sur place, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix ferme et forfaitaire. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier.

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. Lorsque le CEA constate des non conformités avant la réception du Marché, il peut ordonner leurs mises en conformité. Les mises en conformité sont réalisées à ses frais par le Titulaire dans les plus brefs délais fixés par le CEA.

### 4.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	B21-01433-MDO	XXX	4/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du Marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

#### 4.3 Confidentialité

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

#### 4.4 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entraieraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

#### 4.5 Lieu d'exécution

Les réunions d'enclenchement, d'avancement et de clôture se dérouleront sur le site de Cadarache, base vie du chantier RJH.

Les différentes prestations auront lieu dans les locaux du Titulaire.

#### 4.6 Traçabilité

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

#### 4.7 Responsabilités

##### **Responsabilité de fonctionnement**

Le Titulaire est responsable de la bonne réalisation des prestations définies dans le cahier des charges et le Marché.

##### **Responsabilité d'encadrement**

Pendant toute la durée du Marché, le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur de son personnel.

#### 4.8 Suivi et contrôle des prestations

Dans le cadre de la surveillance des réalisations des activités réalisées par ses titulaires, le CEA se réserve la possibilité de réaliser des audits pour s'assurer de la bonne application des dispositions mentionnées dans le cahier des charges.

Une réunion de suivi de la prestation aura lieu tous les mois à l'initiative du Titulaire ou du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	5/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Lors de cette réunion le Titulaire présentera son rapport d'avancement. Un bilan sera fait sur le déroulement de la prestation.

Lors de ces réunions, seront notamment abordés :

- l'avancement physique de la prestation avec un bilan des activités réalisées,
- l'état d'avancement des livrables,
- les dispositions proposées pour traiter les sujets techniques difficiles s'il y a lieu,
- le planning mis à jour,
- les risques identifiés par le titulaire susceptibles de perturber le bon déroulement de la prestation, et les propositions d'actions permettant la sécurisation des risques,
- les décisions proposées/prises.

Un compte-rendu sera systématiquement rédigé par le Titulaire.

## 4.9 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

DES/DIMP/DCET/SMC

Nom : Valérie HENRY

Tél : 04 42 25 25 61

Email : valerie.henry@cea.fr

Pour le Titulaire :

Nom :

Tel :

Email :

Le responsable du Titulaire désigné ci-avant a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable du Titulaire serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES**

Les prix mentionnés ci-après sont forfaitaires, en conséquence ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Le montant total du Marché s'élève à la somme de xxxx HT (xxx euros hors taxes), décomposé comme suit :

### 5.1 Part ferme

Le montant des prestations de la part ferme s'élève à la somme forfaitaire et ferme de **XXXXXX€** HT (xxxxx euros HT). Il se décompose comme suit :

- Phase 1 :
- Phase 2 : Poste 1
- Phase 2 : Poste 2
- Phase 2 : Poste 3

### 5.2 Part optionnelle

Le montant des prestations de la part optionnelle s'élève à la somme forfaitaire et ferme de **XXXXXX€** HT (xxxxx euros HT).

- Phase 2 : Poste 4

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	6/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION**

### **6.1 Echancier de facturation**

Le montant total du Marché sera facturé par le Titulaire de la façon suivante :

#### **6.1.1 Prestations forfaitaires de base**

- 100% du montant de la Phase 1 à l'acceptation du CR de la réunion de clôture de la Phase 1.
- Pour les postes 1 à 3 : 90% du montant du poste à la réception des livrables correspondants au poste concerné.
- 10% du montant total des 3 postes de la phase 2 à l'acceptation du dossier de fin d'affaire.

#### **6.1.2 Prestations forfaitaires optionnelles**

Phase 2 : Poste 4 :

Le montant de l'option sera facturé à la réception des livrables correspondants à ce poste.

### **6.2 Modalités de facturation**

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : XXXXXX

Pour tout renseignement : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

### **6.3 Régime fiscal**

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 7 - DUREE / RECEPTION**

### **7.1 Durée de la prestation de base**

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations dans un délais de X mois à compter de la date de notification du Marché.

Détail du planning :

- Phase 1 :
- Phase 2 : Poste 1 :
- Phase 2 : Poste 2 :
- Phase 2 : Poste 3 :

### **7.2 Durée des prestations optionnelles**

En cas de levée de l'option 1, la durée du Marché sera prolongée de X mois supplémentaires.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	B21-01433-MDO	XXX	7/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## 7.3 Réception

### 7.3.1 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties. En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

### 7.3.2 Réceptions

La réception de chacune des phases/postes est prononcée après acceptation des prestations et livrables associés.

## **ARTICLE 8 - PENALITES**

### 8.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus à l'article « Remise de livrables et délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### 8.2 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

## **ARTICLE 9 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA**

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	B21-01433-MDO	XXX	8/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



personnel appelés à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

## **ARTICLE 10 - QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE**

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par les normes en vigueur ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012, relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

## **ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les deux parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

## **ARTICLE 12 - CONTINUITE DES PRESTATIONS EN CAS DE PANDEMIE**

En raison de la crise sanitaire actuelle et des directives gouvernementales en résultant, le CEA a mis en place des dispositions et consignes spécifiques à toute intervention sur le Centre CEA de Cadarache et sur site du chantier du RJH, dont il incombe au Titulaire de s'assurer qu'elles sont connues de ses salariés et mises en œuvre par eux.

Dans un contexte de pandémie, il appartient au Titulaire du Marché d'informer le CEA des dispositions prises pour maintenir au mieux la continuité des activités hors chantier et d'identifier les activités d'études, d'approvisionnement, de fabrication et de préparation de chantier qui peuvent être menées. Après examen par le CEA, des dispositions contractuelles particulières pourront être instruites par les Parties.

La responsabilité du CEA ne peut en aucun cas être engagée en raison de la fermeture totale ou partielle du Centre de Cadarache, rendue nécessaire par la survenance d'une pandémie.

La responsabilité du Titulaire ne peut en aucun cas être engagée en raison des mesures rendues nécessaires par la survenance d'une pandémie et impactant la réalisation de ses obligations au titre du Marché.

Il appartiendra aux parties de se rapprocher pour convenir des dispositions éventuelles à mettre en œuvre.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	9/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**ARTICLE 13 - JURIDICTION COMPETENTE**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

## **ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :**

*et notamment :*

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
  - l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
  - la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
  - la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
  - le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	11/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - o les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - o les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - o la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### 3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale.

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dispositions contractuelles du marché	DC/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	12/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### 4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### 5. Les modalités d'accès au Centre

##### 5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### 5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### 6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	13/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ANNEXE 2 - CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

### Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, sont protégées par les mentions DIFFUSION RESTREINTE (DR) ou CONFIDENTIEL CEA (CCEA° ou relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) mais ne peuvent être rendues publiques.

#### ➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'annexe 3 de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

#### ➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	14/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

### Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	B21-01433-MDO	XXX	15/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ANNEXE 3 - BAREME CEA DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT**

### **BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT ET DES FRAIS KILOMETRIQUES DES PERSONNELS DES ENTREPRISES TITULAIRES DE MARCHES D'ETUDES ET D'INGENIERIE**

**1/Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés d'études et d'ingénierie passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :**

	Nuitée* Région Parisienne	Nuitée* Province	Déjeuner	Dîner
	<b>En euros TTCF</b>			
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	92,00	72,00	17,50	22,00

\* Le petit-déjeuner est compris dans la nuitée.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20% est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

**2/Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :**

Nombre de kilomètres parcourus	Catégorie et puissance fiscale des véhicules				
	4 CV	5 CV	6 CV	Vélomoteurs (50 à 125 cm3)	Motocyclette (> 125 cm3)
	<b>En euros TTC</b>				
< 1000 km/mois	0,29	0,32	0,34	0,07	0,11
> 1000 km/mois	0,14	0,15	0,16	0,07	0,11

### **3/Conditions d'applications**

Ce barème évoluera en fonction de celui applicable aux salariés du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B21-01433-MDO</b>	<b>XXX</b>	16/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	